



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 25/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOBENNE

123 AVENUE DE CAPEYRON
33160 Saint-Médard-En-Jalles

Références : 25-633
Code AIOT : 0005213151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement ECOBENNE implanté Lieu-dit Croix d'Hins 33380 Marcheprime. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site est actuellement en situation transitoire : depuis l'inspection de 2023, l'exploitant a fait part de son souhait de cesser l'ensemble de ses activités, notamment en raison des nombreuses plaintes de voisinage (par des riverains) de par sa localisation à proximité d'habitations (plaintes portant sur les nuisances sonores, trafic routier et envols de poussières).

Toutefois, les installations ne sont toujours pas mises à l'arrêt (présence de nombreux déchets non dangereux non inertes et de déchets inertes, aucun dépôt de dossier de cessation d'activités).

Pour rappel, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris à l'encontre de l'exploitant (ECOREVAL à cette période, changement d'exploitant acté par courrier du 7 mai 2024) le 31 juillet 2023 suite aux constats relevés lors de l'inspection du 31 mai 2023. En effet, de nombreux

aménagements prévus dans le cadre du dossier de demande d'enregistrement acté par l'arrêté préfectoral en vigueur n'avaient pas été mis en place (mesures de réduction des envols de poussières, dispositif de lutte contre l'incendie et de confinement des eaux d'extinction incendie, etc.).

Au regard des constats établis lors de la précédente inspection du 16 avril 2024 et considérant le non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité, un arrêté préfectoral rendant l'exploitant redevable d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction de cet arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris en date du 5 juillet 2024.

Considérant que l'exploitant avait justifié le lancement du dossier de cessation d'activités pour une partie des activités (activités liées à la présence de déchets non dangereux non inertes) selon les dispositions des articles R.512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement, l'astreinte administrative ne porte que sur les dispositions relatives aux activités restantes (broyage, concassage, tri, transit et regroupement de déchets et matériaux inertes).

La visite d'inspection du 8 juillet 2024 visait à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité.

Il est à noter que la zone Nord-Ouest du site (localisée vers l'entrée de l'installation) est louée et occupée par la société SABI ENVIRONNEMENT depuis le 1er janvier 2025. Elle y exerce une activité de criblage de déchets de balayage (terres), soit de déchets inertes. Cette société, dirigée par M. Filaudeau, a racheté la société ECOBENNE (la société ECOBENNE reste encore active).

Cette situation reste transitoire, la société SABI ENVIRONNEMENT souhaite déplacer son activité sur le site de Villenave d'Ornon (terrain anciennement exploité par la société SCG pour des activités de tri, transit et concassage de déchets et matériaux inertes soumises au régime de déclaration) d'ici le mois d'août ou septembre 2025.

Enfin, selon les informations communiquées par le gérant du site le jour du contrôle, la mairie de Marcheprime souhaite récupérer le terrain pour un projet de logements sociaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOBENNE
- Lieu-dit Croix d'Hins 33380 Marcheprime
- Code AIOT : 0005213151
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est localisé à MARCHEPRIME, au lieu-dit « Croix d'Hins », à la limite des communes de MIOS et de CESTAS. Le terrain, situé en zone urbaine d'activités économiques, couvre une surface d'environ 7,8 ha.

L'exploitation des installations est encadrée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 16 mai 2022.

Les activités exercées correspondent principalement à du concassage de déchets et matériaux inertes, du tri, transit et regroupement de déchets inertes et de déchets non dangereux non inertes (notamment plastiques, cartons et papiers).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activités	Code de l'environnement du 08/07/2025, article R.512-46-25 à R.512-46-27	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Configuration des installations	AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Lutte incendie	AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)	Avec suites, Astreinte	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)	Avec suites, Astreinte	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Envois de poussières	AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)	Avec suites, Astreinte	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Mesures de prévention de pollution	AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)	Avec suites, Astreinte	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Traitement des eaux susceptibles d'être polluées	AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)	Avec suites, Astreinte	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 2.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande	Demande d'action corrective, Demande de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		(extrait)	d'action corrective	justificatif à l'exploitant	
10	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 2.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Emissions diffuses de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Emissions sonores	AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de l'inspection du 8 juillet 2025 ont montré que seules les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2023 portant sur la surveillance des émissions sonores ont été suivies d'effet. Les autres dispositions ne sont toujours pas respectées, et ce malgré les délais accordés à la société ECOBENNE à l'issue des différentes inspections menées sur le site pour se mettre en conformité.

Par conséquent, il est proposé, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, d'ordonner un recouvrement (liquidation partielle) de l'astreinte administrative dont la société ECOBENNE a été rendue redevable à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2024 (c'est-à-dire à partir du 16 juillet 2024 inclus) jusqu'au jour de l'inspection (c'est-à-dire jusqu'au 8 juillet 2025 inclus). Le montant total à recouvrer uniquement pour les quatre points

faisant l'objet de l'astreinte précitée est donc de 28 120 € (357 jours dont 184 jours à 10 €/jour pour les six premiers mois, soit 10 €/jour jusqu'au 16 janvier 2025, et 173 jours à 30 €/jour à compter du septième mois, soit 30 €/jour à compter du 17 janvier 2025 pour chacun de ces quatre points).

L'inspection des installations classées rappelle que la poursuite d'exploitation d'une installation classée soumise au régime d'enregistrement non conforme à une mise en demeure constitue un délit.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2025, article R.512-46-25 à R.512-46-27
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt des installations
Prescription contrôlée : Article R.512-46-25 I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.
Constats : <div><p>Dans la cadre de la précédente inspection du 16 avril 2024, la société ECOBENNE avait signalé vouloir mettre définitivement à l'arrêt l'ensemble des installations d'ici deux ans. Le plan d'action envisagé avait été communiqué par courriel du 18 avril 2024 :</p><p>- mise à l'arrêt dans un premier temps des activités relevant des rubriques 2710-2-a (collecte de déchets non dangereux), 2714-1 (tri, transit et regroupement de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, etc.), 2716 (tri, transit et regroupement de déchets non dangereux non inertes en mélange), 2710-1-b (collecte de déchets dangereux), 2791 (traitement de déchets non dangereux), 2794 (broyage de déchets végétaux non dangereux), 1530 (dépôt de papier/cartons) : sur ce point, l'exploitant avait joint à son courriel le devis accepté d'AMDE du 4 juin 2024 attestant la réalisation du dossier de cessation d'activités pour ces installations (rubriques 2710-2-a, 2714-1, 2716, 2710-1-b, 2791, 2794, 1530)</p></div>

pour ces installations (rubriques 2710-2-a, 2714-1, 2716, 2710-1-b, 2791, 2794, 1530) conformément aux dispositions des articles R.512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement ;

- conservation, pour une durée maximale de 2 ans, des activités relevant de la rubrique 2515 (broyage/concassage de déchets et matériaux inertes) et de la rubrique 2517 (tri et transit de déchets et matériaux inertes) en modifiant les aménagements et la configuration de ces installations.

Néanmoins, au jour de l'inspection du 8 juillet 2025, aucun élément probant n'a été fourni.

De plus, le jour de cette inspection, il a été constaté :

- la présence de déchets non dangereux non inertes en mélange sur la partie Nord du site : trois tas de déchets de surface respectives d'environ 1000 m², 3000 m² et 2000 m² (évalués sur Géoportail) sur une hauteur moyenne d'environ 5 mètres, soit un volume total de 30 000 m³ ;
- la présence de déchets et matériaux inertes répartis sur une surface approximative de 15 000 m² (évalués sur Géoportail) sur la partie Sud-Est du site ;
- la présence du pont bascule au sud de l'installation : celui-ci était actif et en fonctionnement.

Selon l'exploitant, la cessation d'activités sera a priori effective d'ici quelques mois (environ 7 mois). Il est à noter que l'exploitant avait déjà annoncé ces délais lors de la précédente inspection et qu'au vu de ces constats, ceux-ci n'ont pas été respectés.

Par courriel du 16 juillet 2025, l'exploitant s'est engagé à transmettre un planning présentant les mesures à mettre en place sous un délai maximal de 45 jours (soit d'ici fin août 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que la société ECOBENNE souhaite mettre à l'arrêt l'ensemble de ses installations, il convient de transmettre, sous un délai de six mois, l'ensemble des justificatifs exigés dans le cadre de la cessation d'activités (incluant la remise en état du terrain) par les dispositions des articles R.512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement. A défaut, dans le cas où l'exploitant poursuit ses activités, les installations doivent être exploitées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, soit selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 16 mai 2022 (cf point de contrôle suivant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Configuration des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)

Thème(s) : Autre, Conformité au dossier d'enregistrement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2023

Prescription contrôlée :

La société ECOREVAL qui exploite une installation de tri, transit et de valorisation de déchets non dangereux sur la commune de MARCHEPRIME, lieu-dit Croix d'Hins, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois :

- les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 16 mai 2022 en aménageant les voiries, les aires de tri et d'entrepôts de l'établissement conformément au plan mentionné dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant le 11 juin 2011 et complété les 19 août, 13 octobre 2021 et 8 avril 2022 ; [...]

Constats :

Lors des deux précédentes inspections du 31 mai 2023 et du 16 avril 2024, il a été constaté que les voiries ainsi que les aires de tri et d'entrepôt de l'établissement n'étaient pas aménagées conformément au plan mentionné dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant dans le cadre de l'enregistrement de ses activités actées par l'arrêté préfectoral du 16 mai 2022.

Le jour de l'inspection du 8 juillet 2025, la situation n'avait pas évolué par rapport à celle constatée précédemment : les installations ne sont toujours pas aménagées conformément à l'arrêté préfectoral d'enregistrement.

Le non-respect des conditions d'exploitation (et en particulier des configurations des stockages de déchets) augmente le risque d'incendie sur le site ainsi que les nuisances liées aux éventuels envols de poussières vers l'extérieur de l'installation.

Comme indiqué précédemment, depuis l'inspection réalisée en 2023, la société ECOBENNE signale vouloir mettre définitivement à l'arrêt l'ensemble des installations. Toutefois, aucun dossier de cessation d'activités n'a été communiqué et les activités sont toujours en cours (cf point de contrôle 1).

Au regard de ce qui précède et malgré les délais accordés à la société ECOBENNE à l'issue des différentes inspections menées sur le site pour se mettre en conformité, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2023 ne sont toujours pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De même qu'au précédent point de contrôle :

- dans le cas où la société ECOBENNE cesse l'ensemble de ses activités, elle transmet sous un délai de six mois l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur,
- dans le cas où elle poursuit et maintient ses activités, elle aménage, sous ce même délai, ses installations selon la configuration prévue par les dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement.

Par ailleurs, considérant le non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé, il est proposé, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, d'ordonner un recouvrement (liquidation partielle) de l'astreinte administrative dont la société ECOBENNE a été rendue redevable à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2024 (c'est-à-dire à partir du 16 juillet 2024 inclus) jusqu'au jour de l'inspection (c'est-à-dire jusqu'au 8 juillet 2025 inclus). Le montant à recouvrer uniquement sur ce point (aménagement et configuration des installations) est donc de 7 030 € (357 jours dont 184 jours à 10 €/jour pour les six premiers mois, soit 10 €/jour jusqu'au 16 janvier 2025, et 173 jours à 30 €/jour à compter du septième mois, soit 30 €/jour à compter du 17 janvier 2025).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Lutte incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Débit d'eau requis pour la défense incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ECOREVAL qui exploite une installation de tri, transit et de valorisation de déchets non dangereux sur la commune de MARCHEPRIME, lieu-dit Croix d'Hins, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois : [...]</p> <p>- les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 16 mai 2022 en installant les trois bouches d'incendie et en justifiant la disponibilité du débit d'eau requis pour la défense incendie de l'installation ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats relevés le jour de l'inspection sont identiques à ceux établis lors des deux précédentes visites du 31 mai 2023 et du 16 avril 2024 : aucune des trois bouches d'incendie n'a été installée. Le débit d'eau requis pour la défense incendie de l'installation (650 m³/h) n'est pas disponible.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2023 sur ce point ne sont pas respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>De même qu'au précédent point de contrôle :</p>

- dans le cas où la société ECOBENNE cesse l'ensemble de ses activités, elle transmet sous un délai de six mois l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur,
- dans le cas où elle poursuit et maintient ses activités, elle met en place, sous ce même délai, les trois bouches incendie et justifie la disponibilité du débit d'eau requis pour la défense incendie de l'installation selon les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement.

De plus, comme au point de contrôle précédent, il est proposé, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, d'ordonner un recouvrement(liquidation partielle) de l'astreinte administrative dont la société ECOBENNE a été rendue redevable à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2024 (c'est-à-dire à partir du 16 juillet 2024 inclus) jusqu'au jour de l'inspection (c'est-à-dire jusqu'au 8 juillet 2025 inclus). Le montant à recouvrer sur ce point (moyens de défense contre l'incendie) est également de 7 030 € (357 jours dont 184 jours à 10 €/jour pour les six premiers mois, soit 10 €/jour jusqu'au 16 janvier 2025, et 173 jours à 30 €/jour à compter du septième mois, soit 30 €/jour à compter du 17 janvier 2025).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)

Thème(s) : Risques chroniques, Disponibilité du volume de rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2023

Prescription contrôlée :

La société ECOREVAL qui exploite une installation de tri, transit et de valorisation de déchets non dangereux sur la commune de MARCHEPRIME, lieu-dit Croix d'Hins, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois : [...]

- les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 16 mai 2022 en mettant en place le volume de rétention de 1600 m³ ; [...]

Constats :

De même qu'au point de contrôle précédent et que tel que constaté lors des deux précédentes inspections du 31 mai 2023 et du 16 avril 2024, aucune action corrective sur ce point n'a été mise en œuvre par l'exploitant : le volume de rétention n'a pas été mis en place.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2023 sur ce point ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De même qu'au précédent point de contrôle :

- dans le cas où la société ECOBENNE cesse l'ensemble de ses activités, elle transmet sous un délai de six mois l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur,
- dans le cas où elle poursuit et maintient ses activités, elle met en place, sous ce même délai, le volume de rétention nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction incendie selon les dispositions de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement.

De plus, comme au point de contrôle précédent, il est proposé, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, d'ordonner un recouvrement (liquidation partielle) de l'astreinte administrative dont la société ECOBENNE a été rendue redevable. Le montant à recouvrer sur ce point est égal au montant calculé pour les écarts relevés aux précédents de contrôle, soit un montant de 7 030 € (le calcul est identique à celui détaillé dans les points de contrôle précédents).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Envois de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)

Thème(s) : Risques chroniques, Voie principale de circulation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2023

Prescription contrôlée :

La société ECOREVAL qui exploite une installation de tri, transit et de valorisation de déchets non dangereux sur la commune de MARCHEPRIME, lieu-dit Croix d'Hins, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois : [...]

- les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 16 mai 2022 en revêtant la voie principale de circulation d'un enrobé ou équivalent, afin de réduire l'envol de poussières lors du passage des camions ; [...]

Constats :

De même que précédemment, aucune action corrective sur ce point n'a été mise en œuvre par l'exploitant malgré les constats relevés et les demandes formulées à l'issue des deux précédentes inspections : la voie principale de circulation n'a pas été revêtue d'un enrobé ou équivalent afin de supprimer l'envol de poussière lors du passage des camions.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2023 sur ce point ne sont pas respectées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>De même qu'au précédent point de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas où la société ECOBENNE cesse l'ensemble de ses activités, elle transmet sous un délai de six mois l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur, - dans le cas où elle poursuit et maintient ses activités, elle revêt, sous ce même délai, la voie principale de circulation du site par de l'enrobé ou équivalent selon les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement. <p>De plus, comme au point de contrôle précédent, il est proposé, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, d'ordonner un recouvrement (liquidation partielle) de l'astreinte administrative dont la société ECOBENNE a été rendue redevable. Le montant à recouvrer sur ce point est égal au montant calculé pour les écarts relevés aux précédents de contrôle, soit un montant de 7 030 € (le calcul est identique à celui détaillé dans les points de contrôle précédents).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Mesures de prévention de pollution

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des sols
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ECOREVAL qui exploite une installation de tri, transit et de valorisation de déchets non dangereux sur la commune de MARCHEPRIME, lieu-dit Croix d'Hins, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois : [...]</p> <p>- les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en rendant étanche le sol des aires d'entreposage et de manipulation des déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, et en les équipant de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, à l'issue de la précédente inspection de 2024, ce point n'a pas été maintenu dans la</p>

proposition d'astreinte suite à la réponse de l'exploitant en date du 18 juin 2024. En effet, celui-ci avait remis le devis accepté d'AMDE du 4 juin 2024 attestant la réalisation du dossier de cessation d'activités pour les installations relevant des rubriques 2710-2-a, 2714-1, 2716, 2710-1-b, 2791, 2794, 1530 conformément aux dispositions des articles R.512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement. Aussi, considérant l'arrêt annoncé de ces activités, les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé n'auraient plus été applicables aux installations.

Or, au jour de l'inspection du 8 juillet 2025, le dossier de cessation d'activités susvisé n'a pas été remis.

Comme détaillé au point de contrôle 1, des déchets non dangereux non inertes en mélange en grande quantité sont toujours présents : il subsiste toujours une activité relevant du régime d'enregistrement au titre des rubriques 2714 et 2716 précitées.

De plus, comme déjà constaté lors des deux précédentes inspections de 2023 et 2024, le sol des aires d'entreposage et de manipulation des déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol n'a été ni rendu étanche, ni équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point ne sont donc pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De même qu'au précédent point de contrôle :

- dans le cas où la société ECOBENNE cesse l'ensemble de ses activités, elle transmet sous un délai de six mois l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur,
- dans le cas où elle poursuit et maintient ses activités, elle rend étanche le sol des aires d'entreposage et de manipulation des déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol et l'équipe de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement et prévenir ainsi tout risque de pollution (ces mesures sont mises en œuvre sous ce même délai).

Enfin, considérant qu'une sanction administrative (astreinte administrative) a déjà été prise à l'encontre de l'exploitant sur d'autres points et qu'une liquidation partielle de l'astreinte est proposée en conséquence, aucune nouvelle sanction administrative n'est proposé sur ce sujet à ce stade de la procédure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Traitement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place du dispositif de traitement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2023

Prescription contrôlée :

La société ECOREVAL qui exploite une installation de tri, transit et de valorisation de déchets non dangereux sur la commune de MARCHEPRIME, lieu-dit Croix d'Hins, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois: [...]

- les dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en installant un dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués ; [...]

Constats :

De même qu'au point de contrôle précédent, à l'issue de la précédente inspection de 2024, ce point n'a pas été maintenu dans le projet d'arrêté d'astreinte administrative au regard des justificatifs transmis par l'exploitant par courriel du 18 juin 2024.

Or, le jour de l'inspection du 8 juillet 2025, il a été constaté la présence de déchets non dangereux non inertes en mélange en grande quantité et donc d'une activité relevant du régime d'enregistrement au titre des rubriques 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées.

De plus, comme déjà constaté lors des deux précédentes inspections de 2023 et 2024, aucun dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués n'a été installé.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ce point ne sont donc pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

De même qu'au précédent point de contrôle :

- dans le cas où la société ECOBENNE cesse l'ensemble de ses activités, elle transmet sous un délai de six mois l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur,
- dans le cas où elle poursuit et maintient ses activités, elle installe, sous ce même délai, un dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués.

Enfin, considérant qu'une sanction administrative (astreinte administrative) a déjà été prise à l'encontre de l'exploitant sur d'autres points et qu'une liquidation partielle de l'astreinte est proposée en conséquence, aucune nouvelle sanction administrative n'est proposé sur ce sujet à ce stade de la procédure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2023, article 1 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] La société ECOREVAL qui exploite une installation de tri, transit et de valorisation de déchets non dangereux sur la commune de MARCHEPRIME, lieu-dit Croix d'Hins, est mise en demeure de respecter sous un délai de 12 mois :</p> <p>- les dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en réalisant une mesure des émissions sonores de l'établissement en période de concassage ; Les délais débutent à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 15 juillet 2024, l'exploitant a communiqué le rapport présentant les résultats des dernières mesures des émissions sonores. Celles-ci ont été réalisées par l'APAVE le 9 juillet 2024. Selon ce rapport, les mesures se sont déroulées durant une campagne de concassage (concasseur en fonctionnement), soit dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les niveaux de bruit en limite de propriété et en ZER (zone à émergence réglementée) respectent les seuils réglementaires en vigueur.</p> <p>Au regard de ce qui précède, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2023 portant sur la surveillance des émissions sonores sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 2.1.1 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Local d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le stockage de produits dangereux ou combustibles est interdit sur le site d'exploitation. Seuls sont autorisés les stockages d'huiles nécessaires au fonctionnement des engins, dans la limite de 10 litres.</p> <p>Le local d'exploitation est limité à une surface de 27 m² et équipé d'un extincteur de 6 litres d'eau pulvérisée additivée et contrôlé annuellement.</p> <p>Aucun stockage de déchets autres que ceux prévus par l'arrêté ministériel du 10/12/2013 n'est autorisé sur les zones d'exploitation visées au 1.3.1 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'issue de la précédente inspection du 16 avril 2024, il avait été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer les extincteurs présents dans le local d'exploitation de manière à ce qu'ils soient visibles et accessibles, transmettre le justificatif de leur bon état de fonctionnement (rapport d'intervention AQUIFEU suite à leur passage de la semaine 17) et démontrer que les moyens de lutte contre l'incendie présents dans ce local sont adaptés aux risques compte tenu de la remarque de l'organisme chargé de leur entretien (demande de mise en place d'un extincteur à poudre). - évacuer les bidons d'huiles non nécessaires pour revenir au volume maximal autorisé de 10 litres d'huile ou porter à la connaissance du préfet de la Gironde les modifications des conditions d'exploitation (l'ensemble des éléments d'appréciation doit être joint à la demande). <p>Le jour de l'inspection du 8 juillet 2025, le local d'exploitation n'était pas accessible (le gérant de la société ECOBENNE ne disposait pas de la clé).</p> <p>L'Inspection n'a donc pas pu vérifier la mise en conformité sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les demandes formulées à l'issue de la précédente inspection sont réitérées, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer les extincteurs présents dans le local d'exploitation de manière à ce qu'ils soient visibles et accessibles, transmettre le justificatif de leur bon état de fonctionnement (rapport d'intervention AQUIFEU suite à leur passage de la semaine 17) et démontrer que les moyens de lutte contre l'incendie présents dans ce local sont adaptés aux risques compte tenu de la remarque de l'organisme chargé de leur entretien (demande de mise en place d'un extincteur à poudre). - évacuer les bidons d'huiles non nécessaires pour revenir au volume maximal autorisé de 10 litres d'huile ou porter à la connaissance du préfet de la Gironde les modifications des conditions d'exploitation (l'ensemble des éléments d'appréciation doit être joint à la demande). <p>Celles-ci sont mises en œuvre sous trois mois.</p> <p>A défaut, comme demandé aux précédents points de contrôle, l'exploitant dispose de six mois pour transmettre l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur dans le cadre de la cessation de ses activités sur le site de Marcheprime.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 10 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2024

Prescription contrôlée :

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines circulant au droit du site est assurée par l'exploitant, au moyen des 3 piézomètres existants. Les analyses sont effectuées annuellement par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement et portent sur les paramètres suivants : pH, conductivité, température, potentiel d'oxydo-réduction, HCT C10-C40, HAP, métaux (As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn). Un rapport de synthèse est adressé annuellement à l'inspection des installations classées.

Constats :

Pour rappel, lors de l'inspection réalisée en mai 2023, il a été constaté que les résultats de surveillance des eaux souterraines de septembre 2022 mettaient en évidence une teneur anormalement élevée en zinc au niveau de l'ouvrage PZ1 (teneur de 720 µg/l en 2022 alors qu'une teneur de 240 µg/l était relevée lors de la surveillance de 2021). Il avait donc été demandé à l'exploitant de transmettre son analyse de la situation rencontrée, expliquant le taux anormalement élevé de zinc au PZ1, et la forte évolution des teneurs en zinc dans l'eau entre 2021 et 2022.

Suite à l'inspection du 16 avril 2024, l'exploitant a transmis par courriel du 23 avril 2024 le bon de commande du 22 avril 2024 de l'APAVE concernant la réalisation d'analyses des eaux souterraines.

Néanmoins, au jour de l'inspection du 8 juillet 2025, aucun résultat n'a été ni remis, ni présenté.

L'Inspection n'a donc pas pu vérifier la mise en conformité sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les demandes formulées à l'issue de la précédente inspection sont réitérées, à savoir : transmettre sous un délai de trois mois les résultats des analyses dans les eaux souterraines. Le rapport doit être accompagné d'une interprétation des résultats et doit notamment contenir un positionnement sur la teneur anormalement élevée en zinc au niveau de l'ouvrage PZ1 (le sens d'écoulement des eaux souterraines devra notamment être indiqué).

A défaut, comme demandé aux précédents points de contrôle, l'exploitant dispose de six mois

pour transmettre l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur dans le cadre de la cessation de ses activités sur le site de Marcheprime.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Emissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées atmosphériques de poussières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 15 juillet 2024, l'exploitant a communiqué le rapport des mesures de retombées atmosphériques de poussières réalisées par l'APAVE du 14 mai au 10 juin 2024 (elles se sont déroulées selon la méthode des plaquettes de dépôt conformément aux dispositions réglementaires en vigueur).</p> <p>Les résultats mettent en évidence un empoussièrement faible à moyen au niveau de l'installation.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas justifié que la fréquence de surveillance trimestrielle des retombées atmosphériques de poussières exigée par la réglementation en vigueur est respectée. De plus, le rapport susvisé ne précisant pas si les analyses se sont déroulées durant une campagne de concassage, l'exploitant n'a pas justifié que ces mesures ont été établies dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les demandes formulées à l'issue de la précédente inspection sont réitérées, à savoir :</p> <p>- justifier de la mise en place d'une surveillance trimestrielle des retombées atmosphériques de</p>

poussières,

- justifier que ces mesures se déroulent dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, soit pendant une campagne de concassage.

A défaut, comme demandé aux précédents points de contrôle, l'exploitant dispose de six mois pour transmettre l'ensemble des justificatifs requis par la réglementation en vigueur dans le cadre de la cessation de ses activités sur le site de Marcheprime.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois